

La gauche n'a pas et n'a même, selon Bertrand Badie, jamais eu de politique extérieure de gauche ; et, lorsqu'elle a su être à la hauteur des enjeux, c'était sur une ligne gaulliste. La question à laquelle Bertrand Badie est venu répondre est donc importante ; en elle-même bien sûr, mais aussi en ce qu'elle n'a jamais été posée. Il est frappant de noter que la politique étrangère a été la grande absente de la campagne électorale. Une des raisons serait un supposé inintérêt des Français à ces questions. Mais Bertrand Badie rappelle que la mobilisation la plus importante de l'histoire, c'est 15 millions de personnes dans les rues du monde entier, en février 2003, contre la guerre en Irak... La vraie raison n'est pas celle-ci. Si la gauche n'a pas su réfléchir et définir une politique étrangère qui lui soit propre, c'est d'abord et avant tout parce qu'elle est divisée sur la question. La gauche en général, et le PS en particulier, voient s'affronter des logiques et des positions diamétralement opposées : entre pros et antis Union Européenne, soutiens de l'État Israélien et ceux de la cause palestinienne, partisans et opposants aux politiques atlantistes... Le PS, s'il est divisé sur la question, est majoritairement atlantiste. L'actualité récente a fourni une illustration explicite : lorsque Nicolas Sarkozy a fait réintégrer l'OTAN, seules quelques voix se sont élevées ; et le président Hollande n'est pas revenu sur cette décision.

On peut dater à 2004 la rupture dans la politique extérieure française. Cette date est importante car elle montre bien qu'elle ne correspond pas à une alternance politique : rupture dans la politique internationale n'est donc pas rupture politique. Notre invité explique ce changement d'orientation de manière lapidaire : Chirac veut se faire pardonner l'Irak. Bertrand Badie souligne d'ailleurs qu'entre 2004 et 2006, les cadres du quai d'Orsay sont changés ; marquant cet abandon de la tradition gaulliste. La rupture sera consommée avec Nicolas Sarkozy.

La gauche française est-elle « mauvaise » ? Oui, répond Badie, mais, rassurons-nous, les gauches européennes le sont tout autant. Si l'on veut découvrir une politique extérieure en mouvement, c'est du côté de l'Amérique Latine qu'il faut tourner les yeux, et plus particulièrement vers le Brésil de M. Lula. Avec son ministre de la politique étrangère, Celso Amorim, le Brésil impose peu à peu une nouvelle diplomatie, qui relève d'une manière nouvelle de penser un monde dont ils ont compris et intégré la nouveauté.

Ceci une fois dit, comment penser une politique étrangère française de gauche ? Bertrand Badie propose pour ce faire de partir – dans cet ordre – des acteurs, des valeurs, des enjeux.

## 1. Partir des acteurs.

Une véritable politique de gauche doit chercher à s'émanciper des seuls États et de leurs armées. Au contraire, il faudrait qu'elle soit pensée avec les acteurs sociaux. C'est d'ailleurs un des aspects positifs de la mondialisation : elle a précipité la capacité d'action des acteurs sociaux à l'échelle mondiale. Notons au passage que les multinationales, elles, font de la politique étrangère tous les jours, ce sont elles qui ont donné le ton de cette mondialisation libérale. Il faut constituer de nouvelles scènes de débat et de confrontation. Les forces existent pour cela ; citant Raymond Aron, Bertrand Badie ramasse son propos : le diplomate et le soldat n'ont plus le monopole de la politique étrangère. La société civile – dont la composition pose elle aussi question – a déjà montré qu'elle pouvait réussir des mobilisations transnationales ; reste à permettre un véritable essor de ces mouvements en s'appuyant notamment sur ce qui existe déjà pour dépasser les logiques de puissance.

## 2. Partir des valeurs.

Trouver des valeurs de gauche qui font consensus à l'échelle internationale est primordial. On peut se concentrer sur trois valeurs fondamentales : les droits des peuples, l'égalité et la paix.

**Les droits des peuples.** Il faut, pour commencer, repolitiser la notion même de peuple aujourd'hui largement dévoyée et construite autour des ethnies, religions, « races ». Le peuple dans la tradition politique de la gauche se définit justement politiquement. Bertrand Badie propose de partir de la résistance : s'il y a résistance, c'est qu'il y a un sentiment d'oppression ; et un peuple se constitue dans la quête de l'émancipation collective de la dite oppression. Et cette quête devient alors aussi celle d'une sécurité. Pourquoi ne parle-t-on pas du droit à la sécurité du peuple palestinien ? Il importe que la gauche se réapproprie également cette notion, en réaffirmant que la sécurité trouve sens comme droit à l'émancipation du dominé.

**L'égalité.** La mondialisation a créé une situation inédite : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, tous les hommes sont sur une même scène, dans une même temporalité. Il n'y a plus « des » mondes mais une scène internationale dont tous les acteurs interagissent. Partant de là, l'enjeu premier des relations internationales est de corriger les inégalités sociales et économiques entre les peuples. L'analyse et les combats que le socialisme a su construire au XIXe siècle à l'échelle nationale doivent être pensés presque dans les mêmes termes au XXIe siècle à l'échelle mondiale. Ces inégalités sont insupportables, et pas seulement du point de vue moral : elles sont aussi la cause première des conflits dans le monde. Et c'est de ce point de vue aussi qu'elles doivent être traitées. L'intégration sociale internationale doit être une priorité absolue. Une

politique internationale de gauche serait solidariste, et le solidarisme est une invention française... Nous disposons en France d'un terreau culturel nous permettant de penser le monde avec des outils différents de ceux dominants aujourd'hui. Cette intégration sociale internationale commence là encore par garantir une sécurité : la sécurité alimentaire et sanitaire. Mais l'intégration doit aussi être une intégration symbolique. Il est urgent de lutter contre l'humiliation, et de l'éradiquer, à commencer par ce fondement raciste de la politique étrangère qui est décidée et dessinée par les pays du Nord. Il faut que tous les humains puissent définir les normes. Que nous soyons les seuls à les produire créé de l'humiliation.

**La Paix.** Construire, puis garantir la paix ne peut se faire sans changer nos institutions internationales. L'invention en 1945 du multilatéralisme est dans les faits stoppée net par le droit de veto obtenu d'abord par Roosevelt dans la Société des Nations Unies. Ce droit de veto, dont disposent seulement cinq puissances, brise l'élan multilatéraliste. Il importe aujourd'hui de le relancer en ouvrant les institutions aux pays émergents et en rendant celles-ci compétentes sur les questions sociales. Une régulation sociale internationale existe théoriquement, il s'agit maintenant de lui donner un élan véritable ; et c'est impossible tant qu'il existera le droit de veto. On ne peut pas le faire disparaître autrement qu'en en rendant l'idée insupportable.

La Paix, c'est aussi dépasser l'alliance. Alors qu'historiquement ces alliances étaient conjoncturelles, elles se sont figées avec la bipolarité du monde contemporain. Or, souligne Bertrand Badie, le monde aujourd'hui est apolaire. Ces positions figées empêchent de fait la construction de la Paix, et annihilent les débats y compris nationaux, par exemple sur l'OTAN en France.

### 3. Les enjeux.

Il faut sortir de cette logique binaire qui ne saurait opposer à la mondialisation libérale que le repli nationaliste. Cela revient à nier le monde et à s'en exclure. Il est urgent de définir une mondialisation de gauche. Quelles pistes pouvons-nous travailler pour la construire ?

**Une mondialisation inclusive.** Il faut en finir avec la diplomatie de club, casser la dynamique institutionnelle. Tout le monde a une place et un rôle à jouer.

**Une mondialisation sociale et régulatrice.** Dire ceci, c'est affirmer la nécessité d'une redistribution des richesses et des pouvoirs. Encore une fois, Bertrand Badie souligne la similarité avec les situations nationales en Europe au XIXe siècle : les classes les plus riches hier, les pays les plus riches aujourd'hui doivent, y compris dans leur propre intérêt, participer activement à la redistribution des richesses.

**La gouvernance.** Nous sommes actuellement dans une démocratie mondiale censitaire : les plus pauvres en sont totalement exclus. Il faut donc créer une ou des institutions de gouvernance globale.

**La guerre.** La paix ne s'est pas installée à la fin de la guerre froide ; le nombre de conflits n'a pas diminué, loin s'en faut, durant ce que l'on a appelé la coexistence pacifique. Il est impératif d'oublier l'idée même d'une guerre « juste », et, pour cela, faire une vraie régulation multilatérale. L'intervention ne règle pas les problèmes, l'actualité l'a encore démontré s'il en était besoin. Et une guerre juste n'est jamais qu'une guerre de puissance. On peut en revanche inventer de nouvelles responsabilités. La responsabilité de protéger, par exemple, prend en compte autant la nécessité d'intervenir que celle de le faire d'une manière qui ne remette pas en cause la sécurité des populations. C'est d'ailleurs le sens de la diplomatie brésilienne : intervenir, oui, mais pas n'importe comment. Cela pose alors la question de la responsabilité du protecteur.

**Promouvoir les biens communs de l'humanité.** C'est indispensable, à tous les niveaux. Repenser le monde et les ressources comme un bien commun, c'est aussi repenser l'humanité comme une entité, comme un collectif dont les conditions de vie des uns définissent celles des autres.